

**ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

Première session, 55^e législature
le jeudi 24 juin 2004

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Messages de félicitations
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés
Questions orales
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

FEUILLETON ET AVIS
ORDRE DU JOUR

DEUXIÈME LECTURE

- 65, *Loi spéciale de 2004 portant affectation de crédits*. L'hon. M. Volpé.
66, *Loi sur les emprunts de 2004*. L'hon. M. Volpé.
67, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier*. L'hon. M. Volpé.
68, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*.
L'hon. M. Volpé.
69, *Loi concernant les amendes qui se rapportent aux infractions provinciales*.
L'hon. M. Green, c.r.
70, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale*. L'hon. M. Green, c.r.
71, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif*. L'hon. M. Lord.
72, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur*. L'hon. M. Steeves.
73, *Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite dans les services publics*.
L'hon. M^{me} Poirier.
74, *Loi modifiant la Loi sur les sûretés relatives aux biens personnels*.

L'hon. M. Mockler.

MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Selon l'alternance prévue au paragraphe 44(2.4), au paragraphe 44(2.5) et au paragraphe 44(2.6) du Règlement]

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 21 — M. Murphy, appuyé par M. Richard, proposera, le mardi 5 août 2003, la résolution suivante :

attendu que, en mars 2002, Waleed Arif, un jeune autiste, a été placé à Centracare ;
attendu que la décision de placer M. Arif à Centracare allait à l'encontre des recommandations de son propre médecin, de son propre psychologue et de son propre psychiatre ;
attendu que le personnel de Centracare a mis en doute la pertinence de ce placement ;
attendu que l'état de santé de M. Arif s'est visiblement détérioré depuis son placement à Centracare ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à retirer Waleed Arif de Centracare et à lui fournir le traitement requis par son état de santé.

Motion 26 — M. Boudreau, appuyé par M^{me} Robichaud, proposera, le jeudi 7 août 2003, la résolution suivante :

attendu que les élèves se font intimider dans leurs écoles ;
attendu que l'intimidation existe à tous les niveaux scolaires dans les écoles du Nouveau-Brunswick ;
attendu que l'intimidation a de graves répercussions sur l'estime de soi ;
attendu que les élèves doivent apprendre à faire face au problème ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative recommande fortement au gouvernement d'ordonner au ministère de l'Éducation de tenir chaque année scolaire, dans chaque école de la province, des colloques sur la façon de composer avec les auteurs d'intimidation.

Motion 20 — M. Holder, appuyé par M. C. LeBlanc, proposera, le mardi 5 août 2003, la résolution suivante :

attendu que, dans sa plate-forme électorale intitulée *Visons plus haut. Allons plus loin.*, le gouvernement s'est engagé à ce que le Nouveau-Brunswick consacre encore plus d'argent à l'éducation, aux universités, aux étudiants et aux étudiantes ;
attendu que, dans *Visons plus haut. Allons plus loin.*, le gouvernement s'est engagé à ce que les enfants du Nouveau-Brunswick soient tous capables de lire avant la fin de la 2^e année ;
attendu que, dans *Visons plus haut. Allons plus loin.*, le gouvernement s'est engagé à ce que le Nouveau-Brunswick ait plus de personnel enseignant et de ressources dans les salles de classe ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative encourage le gouvernement du Nouveau-Brunswick à continuer de dispenser une éducation de qualité à la population du Nouveau-Brunswick.

Motion 27 — M. Targett, appuyé par M. Foran, proposera, le jeudi 7 août 2003, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement a exposé un certain nombre d'engagements envers la population du Nouveau-Brunswick pendant la dernière campagne électorale ;

attendu que des réductions sont maintenant imminentes aux ministères ;

attendu que les gens du Nouveau-Brunswick ont chargé le gouvernement de respecter ses engagements ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à présenter à la Chambre un plan et un calendrier globaux pour la mise en oeuvre des engagements en question.

Motion 29 — M. Branch, appuyé par M. S. Graham, proposera, le mardi 12 août 2003, la résolution suivante :

attendu que notre population des régions rurales du Nouveau-Brunswick a exprimé son rejet du plan du gouvernement visant l'ajout d'un autre palier de gouvernement et ayant comme programme caché l'imposition d'un fardeau fiscal additionnel que cette population n'a pas les moyens de supporter ;

attendu que le gouvernement actuel a clairement déclaré son intention de faire payer entièrement à même l'impôt foncier des régions rurales les services de transport et de maintien de l'ordre que dispense la province dans les secteurs du Nouveau-Brunswick non constitués en municipalités ;

attendu que l'assiette fiscale des secteurs du Nouveau-Brunswick non constitués en municipalités ne peut pas couvrir de tels coûts sans une hausse importante du taux de l'impôt foncier ;

attendu que les gens des régions rurales du Nouveau-Brunswick assument déjà une partie des coûts des transports par le truchement de la taxe sur l'essence, dont les recettes, selon les dires du gouvernement actuel, sont affectées entièrement au budget du ministère des Transports ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à abandonner son plan visant à augmenter le taux d'impôt foncier de base dans les régions rurales pour couvrir l'ensemble des coûts des transports et du maintien de l'ordre dans les secteurs du Nouveau-Brunswick non constitués en municipalités et à abandonner son plan visant à créer un palier d'administration municipale dans les régions rurales, assorti d'un impôt foncier additionnel.

Motion 35 — M. S. Graham, appuyé par M. Haché, proposera, le mardi 16 décembre 2003, la résolution suivante :

attendu que, dans le document intitulé *Le plan de prospérité du Nouveau-Brunswick : 2002-2012*, le premier ministre et son parti ont désigné un budget équilibré comme un

moyen de créer un contexte fiscal et commercial compétitif ;
attendu que le document intitulé *Visons plus haut. Allons plus loin. : 2003-2007* désigne un budget équilibré comme l'une des cinq grandes priorités du gouvernement conservateur actuel au cours des quatre prochaines années ;

attendu que Dominion Bond Rating Service a déclaré que la province a en 2002-2003 enregistré un premier déficit en huit années ;
qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à présenter un budget équilibré pour l'année financière 2003-2004 en cours
et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à présenter un budget équilibré pour l'année financière 2004-2005.

Motion 36 — M. S. Graham, appuyé par M. Ouellette, proposera, le mardi 16 décembre 2003, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement provincial a amorcé le processus de réforme de la gouvernance locale en 1999 ;
attendu que de nombreux comités ont étudié la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick et que de nombreux rapports ont été déposés depuis le début du processus de réforme de la gouvernance locale ;
attendu que la province n'a toujours pas pris de décision au sujet de la réforme de la gouvernance locale ;
attendu que les 103 municipalités ont approuvé à l'unanimité un nouveau modèle de financement ;
attendu que le gouvernement provincial a rejeté la proposition des municipalités et a proposé une initiative qui constitue une mesure temporaire et qui ne résout pas le problème du financement des municipalités ;
attendu que la mesure temporaire proposée par le gouvernement amènera une diminution du financement des municipalités ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à s'engager à l'égard d'un financement municipal stable et de la mise en oeuvre d'un nouveau partenariat financier avec les municipalités au cours de la prochaine année.

Motion 61 — M. S. Graham, appuyé par M. Haché, proposera, le mardi 23 décembre 2003, la résolution suivante :

attendu qu'une étude récente commandée par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants a révélé que les enseignants et enseignantes du Nouveau-Brunswick dépensaient en moyenne 420 \$ par année de leur propre argent pour équiper leurs salles de classe et leurs élèves ;
attendu que, dans *Visons plus haut. Allons plus loin.*, le premier ministre a promis que le « Nouveau-Brunswick aura plus de personnel enseignant et de ressources dans les salles de classe » ;
attendu que, dans *Visons plus haut. Allons plus loin.*, le premier ministre a promis que le « Nouveau-Brunswick consacrera encore plus d'argent à l'éducation, aux universités, aux

étudiants et étudiantes » ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à augmenter les fonds accessibles aux écoles pour l'achat de fournitures pour les salles de classe, comme les éducatrices et éducateurs l'ont eux-même demandé
et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à investir dans une technologie informatique qui soit adéquate et appropriée.

Motion 66 — M. Foran, appuyé par M. Murphy, proposera, le mardi 30 décembre 2003, la résolution suivante :

attendu que le corps de police de Moncton a été dissout et remplacé par la GRC en 1998 ;
attendu qu'un différend se poursuit au sujet des caisses de retraite des anciens membres du corps de police de Moncton ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à effectuer une vérification afin de déterminer l'entente explicite ou implicite en vigueur au moment du transfert ou à un moment ultérieur relativement au calcul des montants des prestations de retraite.

Motion 68 — M. Lamrock, appuyé par M. Murphy, proposera, le mardi 30 décembre 2003, la résolution suivante :

attendu que le nombre de dossiers d'élèves ayant des besoins spéciaux dans le système scolaire du Nouveau-Brunswick a presque triplé au cours de la dernière décennie ;
attendu que les formules de financement des écoles ne tiennent pas compte de la nouvelle demande ;

attendu que le financement des écoles pour les aides-enseignants est fondé sur la population plutôt que sur le nombre de dossiers dans une école donnée ;

attendu que le personnel enseignant, les aides-enseignants, les parents et les enfants ont des difficultés dans des salles de classe où l'aide est insuffisante et où les besoins sont trop nombreux ;

qu'il soit résolu que la Chambre exhorte la ministre de l'Éducation à examiner le mécanisme actuel de financement de l'aide scolaire aux enfants ayant des besoins spéciaux pour que chaque enfant obtienne l'aide dont il a besoin pour réussir.

Motion 69 — M. Lamrock, appuyé par M. Boudreau, proposera, le mardi 30 décembre 2003, la résolution suivante :

attendu que de nombreuses études internationales ont montré une corrélation directe entre la présence de bibliothèques scolaires bien financées et les capacités de lecture et d'écriture des enfants ;

attendu que la participation des bibliothécaires scolaires au chapitre de la préparation de plans de leçons, de l'aide au personnel enseignant et des conseils aux élèves a amélioré les résultats des élèves aux tests de lecture et d'écriture ;

attendu que, bien que le Plan d'apprentissage de qualité fixe comme objectif de donner des cartes de bibliothèque publique aux élèves, il ne fait aucune mention de l'amélioration des bibliothèques dans nos écoles ;

qu'il soit résolu que la Chambre exhorte la ministre de l'Éducation à préparer un addenda au Plan d'apprentissage de qualité, fixant des objectifs clairs à l'égard du financement, du fonds documentaire et de la dotation en personnel des bibliothèques scolaires.

Motion 92 — M. S. Graham, appuyé par M. Lamrock, proposera, le jeudi 13 mai 2004, la résolution suivante :

attendu que le budget présenté à la Chambre le 30 mars 2004 décrivait une situation financière grave au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement a annoncé que 750 postes seront abolis dans la fonction publique ;

attendu que le gouvernement a annoncé que les salaires des membres restants de la fonction publique seront bloqués ;

attendu que les députés servent aussi le public ;

attendu qu'il y a eu une augmentation de 2,5 % du traitement des députés ainsi que des augmentations de l'indemnité journalière pour le travail de comité ;

qu'il soit résolu que la Chambre renverse la décision que le Comité d'administration de l'Assemblée législative a prise le 18 décembre 2003 relativement à la rémunération des députés pour le travail de comité,

que l'augmentation de 2,5 % du traitement de base des députés soit annulée

et que la Chambre exhorte le gouvernement à constituer une commission composée d'universitaires et de membres du secteur privé, qui sera chargée de déterminer les taux futurs de rémunération des députés.

Motion 94 — M. MacIntyre, appuyé par M. Ouellette, proposera, le mardi 25 mai 2004, la résolution suivante :

attendu que l'accès aux soins de santé est la préoccupation la plus importante des gens du Nouveau-Brunswick ;

attendu que le rapport du Conseil du premier ministre en matière de qualité de la santé a été rendu public en janvier 2002 et que le gouvernement n'a pas encore présenté un plan des services de santé ;

attendu que la teneur du plan des services de santé aura des répercussions sur toute la population du Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement actuel prétend s'être engagé à l'égard de l'ouverture et de la transparence ;

attendu que la Société médicale du Nouveau-Brunswick a demandé au premier ministre Lord de dévoiler le plan des services de santé et de le renvoyer au Comité spécial des soins de santé ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à dévoiler immédiatement le plan des services de santé

et que le plan des services de santé soit renvoyé au Comité spécial des soins de santé en fixant une période définie pour recevoir l'apport du public et particulièrement pour assurer la consultation des professionnels de la santé de première ligne.

Motions portant dépôt de documents

**[Dans l'ordre de leur présentation
à la Chambre.]**

Motion 19 — M. Targett, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 5 août 2003, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports concernant les terrains expropriés pour la nouvelle route à quatre voies entre Longs Creek et Pokiok, y compris le nom des propriétaires, la superficie des terrains achetés et les montants payés.

Motion 33 — M. Targett, appuyé par M. Branch, proposera, le jeudi 14 août 2003, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels, les ébauches de rapports, les résumés, les notes et les questions qui touchent les terrains boisés privés du Nouveau-Brunswick qui obtiennent le statut de « source principale d'approvisionnement ».

Motion 34 — M. Allaby, appuyé par M. Armstrong, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels, les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et à leur impact sur le ministère des Transports.

Motion 37 — M. MacIntyre, appuyé par M. Kennedy, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels, les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et à leur impact sur le ministère de la Santé et du Mieux-être.

Motion 38 — M. Landry, appuyé par M. Paulin, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels, les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et à leur impact sur le ministère du Tourisme et Parcs.

Motion 39 — M. Haché, appuyé par M. Kenny, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère des Entreprises Nouveau-Brunswick.

Motion 40 — M. Armstrong, appuyé par M. Albert, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture.

Motion 41 — M^{me} Robichaud, appuyée par M. Boudreau, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère de l'Éducation.

Motion 42 — M. Albert, appuyé par M. Doucet, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère de la Sécurité publique.

Motion 43 — M. Jamieson, appuyé par M. Ouellette, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux.

Motion 44 — M. Lamrock, appuyé par M. Allaby, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère des Finances.

Motion 45 — M. McGinley, appuyé par M. Branch, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère de la Formation et du Développement de l'emploi.

Motion 49 — M. Targett, appuyé par M. Brewer, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003

par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère des Ressources naturelles.

Motion 50 — M. Burke, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère de la Justice.

Motion 51 — M. Murphy, appuyé par M. Kennedy, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère des Services familiaux et communautaires.

Motion 53 — M. Arseneault, appuyé par M. Paulin, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le Bureau des ressources humaines.

Motion 54 — M. Arseneault, appuyé par M. Branch, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère des Relations intergouvernementales et internationales.

Motion 55 — M. Brewer, appuyé par M. Murphy, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère de l'Approvisionnement et des Services.

Motion 56 — M. Doucet, appuyé par M. Branch, proposera, le mardi 16 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux réductions des dépenses de 5 % annoncées le 15 juillet 2003 par le ministre des Finances et leur impact sur le ministère de l'Énergie.

Motion 58 — M. S. Graham, appuyé par M. Brewer, proposera, le jeudi 18

décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S. H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports relativement aux prévisions des recettes fiscales additionnelles, par tranche d'imposition, qui seront perçues à la suite de la mesure visant l'impôt sur le revenu qui nécessite une modification de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, annoncée par le ministère des Finances le 11 novembre 2003.

(Documents demandés déposés le 28 janvier 2004.)

Motion 62 — M. Lamrock, appuyé par M. Branch, proposera, le mardi 23 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux baux, ainsi que la correspondance ayant trait aux travaux de rénovation et au coût des travaux de rénovation effectués au bâtiment qui abrite le bureau de Campbellton du ministère des Services familiaux et communautaires, au 7^e étage du numéro 157 de la rue Water.

Motion 64 — M. Lamrock, appuyé par M. Branch, proposera, le mardi 23 décembre 2003, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports échangés avec Transports Canada au sujet des priorités de votre gouvernement pour la route 11, la route 17 et le troisième passage à être construit à la frontière entre le Canada et les États-Unis, à St. Stephen.

Motion 78 — M. Arseneault, appuyé par M. Boudreau, proposera, le mardi 13 avril 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le nom et la rémunération des personnes qui, depuis le 10 juin 2003, ont travaillé à temps plein, à temps partiel ou à forfait pour un conseil ou une commission du gouvernement ou y ont été nommées.

Motion 82 — M. Allaby, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 22 avril 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une description des changements des parcours de déneigement qui doivent entrer en vigueur après la fermeture des garages d'entretien prévue dans le budget de 2004-2005 du ministère des Transports, y compris les affectations des chasse-neige avant et après les changements.

Motion 87 — M. Boudreau, appuyé par M. Paulin, proposera, le jeudi 29 avril 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents relatifs aux mentors en littéracie dans les deux systèmes scolaires, anglophone et francophone, y compris la politique ainsi que la correspondance, les notes de service, les courriels, les télécopies, les lettres, les rapports, les analyses, les conseils, les recommandations, les notes et les procès-verbaux de réunions, depuis l'annonce du Plan d'apprentissage de qualité du premier ministre.

(Documents demandés déposés le 14 mai 2004.)

Motion 88 — M. Boudreau, appuyé par M. Paulin, proposera, le jeudi 29 avril 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents concernant l'examen provincial de l'éducation (système d'évaluation des écoles) dans les deux systèmes scolaires, francophone et anglophone, y compris la correspondance, les notes de service, les courriels, les télécopies, les lettres, les rapports, les analyses, les conseils, les recommandations, les notes et les procès-verbaux, depuis ses débuts.

(Documents demandés déposés le 22 juin 2004.)

Motion 89 — M. MacIntyre, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 11 mai 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste des postes abolis au ministère de la Santé et du Mieux-être ainsi qu'une description de ces postes, depuis le 1er avril 2004.

(Documents demandés déposés le 28 mai 2004.)

Motion 91 — M. Arseneault, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 11 mai 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste des postes qui étaient vacants dans la Partie I de la fonction publique au 1er avril 2004.

(Documents demandés déposés le 8 juin 2004.)

Motion 93 — M. Branch, appuyé par M^{me} Robichaud, proposera le mardi 18 mai 2004 qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents relatifs au décret en conseil 2004-121 concernant le retrait de terrains au Camp minier de Bathurst à la prospection et au jalonnement pour tous les minéraux, à l'exception du charbon et de la potasse, et ayant trait à l'autorisation du travail de mine, de la prospection et de l'exploration minière des terrains au Camp minier de Bathurst soustraits à la prospection et au jalonnement par Noranda Inc. et Slam Exploration Ltd., y compris la correspondance, les lettres, les notes de service, les courriels, les télécopies, les rapports, les analyses, la recherche, les conseils, les recommandations et les droits d'exploration ainsi que tout autre droit, du 1^{er} janvier 2003 au 13 mai 2004.

(Documents demandés déposés le 10 juin 2004.)

Motion 95 — M. Allaby, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le mardi 25 mai 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie du cadre de responsabilités, établi en application de l'article 7 de la *Loi sur les régies régionales de la santé*.

(Documents demandés déposés le 15 juin 2004.)

Motion 96 — M. Doucet, appuyé par M. Foran, proposera, le mardi 25 mai 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les contrats, les ententes, les protocoles d'entente et les baux intervenus entre la province et Enbridge Gas relativement à la commercialisation et à la distribution du gaz naturel au Nouveau-Brunswick, du 1er juillet 1999 au 18 mai 2004.

(Documents demandés déposés le 25 mai 2004.)

Motion 97 — M. Arseneault, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 27 mai 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le nom de toutes les personnes employées à temps plein, à temps partiel ou à contrat ou nommées à un conseil ou à une commission du gouvernement, ainsi que la rémunération reçue par ces personnes, depuis le 10 juin 2003.

Motion 98 — M. MacIntyre, appuyé par M. Brewer, proposera, le mardi 1^{er} juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les lettres, les courriels et ainsi de suite, entre la Régie régionale de la santé 7, ou Régie régionale de la santé de Miramichi, et le ministère de la Santé et du Mieux-être relativement à l'annulation du projet d'une clinique de méthadone pour la Régie régionale de la santé de Miramichi, depuis le 1er mai 2004.

(Documents demandés déposés le 18 juin 2004.)

Motion 99 — M. Arseneault, appuyé par M. Brewer, proposera, le mardi 1^{er} juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de l'examen actuariel le plus récent de l'état de la Caisse de retraite des enseignants et du fonds de pension de retraite de la fonction publique.

(Documents demandés déposés le 4 juin 2004.)

Motion 100 — M. S. Graham, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 1^{er} juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les lettres, les courriels, les documents et les rapports échangés entre Mira Properties Inc. et le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, le ministère de la Santé et du Mieux-être, le ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie et le Secrétariat à la Culture et au Sport, depuis le 1er mars 1999.

Motion 101 — M. S. Graham, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 1^{er} juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les lettres, les courriels, les documents et les rapports échangés entre Les Entreprises Mapoma Ltée et le ministère de l'Environnement

et des Gouvernements locaux, le ministère de la Santé et du Mieux-être, le ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie et le Secrétariat à la Culture et au Sport, depuis le 1er mars 1999.

Motion 102 — M. Arseneault, appuyé par M. Paulin, proposera, le mardi 8 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les notes de service, les courriels, les télécopies, les lettres et ainsi de suite, échangés entre le gouvernement actuel et Promotions Advantage Atlantique Inc., entre le 1er avril 2003 et le 31 mars 2004.

(Documents demandés déposés le 9 juin 2004.)

Motion 103 — M. Arseneault, appuyé par M. Albert, proposera, le mardi 8 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre un relevé de l'argent versé par tous les ministères au Bristol Group et à ses filiales, depuis le 21 juin 1999.

Motion 104 — M. S. Graham, appuyé par M. McGinley, proposera, le mardi 1^{er} juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de la somme versée au service d'ambulance de Chipman et au service d'ambulance de Minto au cours des années 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004 ainsi que les détails des services fournis.

(Documents demandés déposés le 18 juin 2004.)

Motion 105 — M. S. Graham, appuyé par M. Murphy, proposera, le mardi 15 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents relatifs à tous les membres du personnel de la Partie I qui ont été mis à pied au ministère de la Santé et du Mieux-être et ont été par la suite engagés à contrat dans la Partie III par l'une des régies régionales de la santé.

Motion 106 — M. Albert, appuyé par M. Kenny, proposera, le mardi 15 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tout document concernant les démarches entreprises par votre ministère pour la création d'un fonds de compensation pour l'éradication de l'Anémie infectieuse du saumon (AIS), y compris la correspondance, les télécopies, les notes de service, les courriers électroniques, les rapports, les propositions, les notes de breffage, les analyses, les recherches, les avis, les recommandations et les comptes rendus de réunion pour la période allant du 1^{er} juillet 2001 au 8 juin 2004.

Motion 107 — M. Albert, appuyé par M. Kenny, proposera, le mardi 15 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tout document concernant les démarches entreprises par votre ministère en vue de la création d'un programme de compensation financière et d'une

assurance récolte pour l'industrie de l'aquaculture y compris la correspondance, les télécopies, les notes de service, les courriers électroniques, les rapports, les propositions, les notes de breffage, les analyses, les recherches, les avis, les recommandations et les comptes rendus de réunion pour la période allant du 1^{er} juillet 1999 au 8 juin 2004.

Motion 108 — M. Doucet, appuyé par M. Boudreau, proposera, le mardi 15 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre de la part du ministère des Finances, de celui de l'Énergie et de celui de l'Approvisionnement et des Services, la documentation, la correspondance, les notes de service, les lettres, les courriels, les télécopies, les rapports, les analyses, les recommandations, les conseils, les ententes, les demandes de propositions, les protocoles d'entente et les contrats relativement à des services d'experts-conseils retenus pour faire enquête sur les possibilités en matière d'énergie renouvelable ou étudier l'incidence des projets d'énergie renouvelable sur les tarifs d'électricité du 31 janvier 2003 au 8 juin 2004.

Motion 109 — M. Doucet, appuyé par M. Haché, proposera, le mardi 15 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les addenda au document d'Énergie NB intitulé *Business Plan and Financial Projection*, daté de mars 2001.

Motion 110 — M. Boudreau, appuyé par M^{me} Robichaud, proposera, le jeudi 17 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et la recherche, entre novembre 2002 et le 9 juin 2004, relativement aux décisions, aux recommandations et aux conseils du conseil d'éducation du district (CED) 17.

Motion 111 — M. Boudreau, appuyé par M^{me} Robichaud, proposera, le jeudi 17 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et la recherche, entre novembre 2002 et le 9 juin 2004, relativement aux conseils que la ministre de l'Éducation a reçus et aux décisions qu'elle a prises concernant le CED 17.

Motion 112 — M. MacIntyre, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 17 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et la recherche, relativement à la décision

d'abolir 298 lits dans des hôpitaux du Nouveau-Brunswick et aux décisions quant aux établissements où des lits seraient abolis.

Motion 113 — M. MacIntyre, appuyé par M. S. Graham, proposera, le mardi 22 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports et les analyses échangés entre John McGarry et le ministère de la Santé et du Mieux-être relativement au rapport de M. McGarry sur les services de soutien dans le système provincial de soins de santé.

Motion 114 — M. MacIntyre, appuyé par M. S. Graham, proposera, le mardi 22 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports et les analyses échangés entre Jim Wolstenholme et le ministère de la Santé et du Mieux-être relativement au rapport de M. Wolstenholme sur la santé de la population et son incidence sur le système provincial de soins de santé.

Motion 115 — M. MacIntyre, appuyé par M. S. Graham, proposera, le mardi 22 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie, y compris des copies électroniques, de l'étude comparative Hay préparée en collaboration avec l'ICIS pour la Régie régionale de la santé de Miramichi, la Régie régionale de la santé du Sud-Est, la Régie régionale de la santé Beauséjour et la Corporation des sciences de la santé de l'Atlantique pour 2002-2003 et 2003-2004.

Motion 116 — M. MacIntyre, appuyé par M. S. Graham, proposera, le mardi 22 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports et les analyses échangés entre Édouard Hendriks et le ministère de la Santé et du Mieux-être relativement au rapport de M. Hendriks sur la viabilité des services cliniques dans le système provincial de soins de santé.

Motion 117 — M. Burke, appuyé par M. Murphy, proposera, le mardi 22 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une compilation indiquant combien d'avocates et d'avocats désignés par le tribunal ont été rémunérés par le gouvernement et quel en a été le coût depuis le 1er mars 2004.

Motion 118 — M. MacIntyre, appuyé par M. S. Graham, proposera, le jeudi 24 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les factures, la correspondance, les lettres, les

courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports et les analyses échangés entre Deloitte & Touche et le ministère de la Santé et du Mieux-être relativement à la production de l'ébauche du plan provincial de la santé, entre janvier 2002 et le 9 juin 2004.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

DÉBATS AJOURNÉS

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 3, *Loi sur la mobilité de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* [M. S. Graham], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Mockler.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 4, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité* [M. S. Graham], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Fitch.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 6, *Loi modifiant la Loi sur les entreprises de service public* [M. S. Graham.], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Green, c.r.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 7, *Loi modifiant la Loi sur les assurances* [M. S. Graham], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Green, c.r.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 17, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne*, soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Ashfield.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 18, *Loi modifiant la Loi sur la pêche sportive et la chasse*, soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Ashfield.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 25, *Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative* [M. S. Graham], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Green, c.r.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 26, *Loi modifiant la Loi sur les régies régionales de la santé* [M^{me} Weir], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. E. Robichaud.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 51, *Loi sur les victimes de violence familiale* [M. Murphy], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M^{me} Blaney.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 59, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools* [M. Murphy], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Steeves.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 60, *Loi modifiant la Loi sur l'aide à la jeunesse* [M. Lamrock], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M^{me} Dubé.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les coroners* [M. S. Graham], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M. Steeves.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 63, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail*. [M. A. LeBlanc], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M^{me} Blaney.

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 64, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail*. [M. A. LeBlanc], soit maintenant lu une deuxième fois.

Débat ajourné par l'hon. M^{me} Blaney.

COMITÉ PLÉNIER

- 22, *Loi modifiant la Loi sur l'éducation*. L'hon. M^{me} Dubé.
- 24, *Loi modifiant la Loi sur les droits de la personne*. M^{me} Weir.
- 33, *Loi modifiant la Loi sur l'assainissement de l'eau*. L'hon. M^{me} Fowlie.
- 38, *Loi concernant le magasinage le dimanche*. L'hon. M^{me} Fowlie.
- 46, *Loi sur le défenseur des enfants et de la jeunesse*. M. S. Graham.
- 50, *Loi sur le curateur public*. M. S. Graham.
- 53, *Loi modifiant la Loi sur les services à la famille*. M. Burke.
- 56, *Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative*. M. Lamrock.

PROJETS DE LOI DEVANT RECEVOIR LA SANCTION ROYALE

- 13, *Loi concernant les services à la santé mentale et les services de santé publique.* L'hon. M. E. Robichaud.
- 16, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale.* L'hon. M. Green, c.r.
- 21, *Loi modifiant la Loi sur les services à la famille.* L'hon. M. Huntjens. 2 3 ,
Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif. L'hon. M. Lord.
- 36, *Loi abrogeant la Loi sur les ventes en bloc.* L'hon. M. Green, c.r.
- 37, *Loi sur les dons de tissus humains.* L'hon. M. E. Robichaud.
- 48, *Loi constituant en corporation Firecrest Hambro Trust Corporation
Canada Limited.* M. Holder.
- 54, *Loi concernant la Société des technologues en cardiologie
du Nouveau-Brunswick.* M. Carr.
- 58, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail.* L'hon. M^{me} Blaney.

**PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ RENVOYÉS D'OFFICE AU COMITÉ PERMANENT DES PROJETS DE
LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ**

- 57, *Loi sur l'optométrie de 2004.* M. Carr.
- 62, *Loi sur les embaumeurs, les entrepreneurs de pompes funèbres
et les fournisseurs de services funèbres.* M. Stiles.

PROJETS DE LOI RENVOYÉS D'OFFICE AU COMITÉ PERMANENT DE MODIFICATION DES LOIS

- 2, *Loi sur la protection des bénévoles.* M. S. Graham.
(Renvoyé le 1^{er} août 2003.)
- 5, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail.* M. S. Graham.
(Renvoyé le 7 août 2003.)
- 55, *Loi sur la restriction des chiens.* M. Lamrock.
(Renvoyé le 8 juin 2004.)

COMITÉ DES SUBSIDES

- Budget de capital 2004-2005
- Budget supplémentaire 2003-2004, Volume I (étude conclue)
- Budget supplémentaire 2002-2003, Volume II (étude conclue)
(transmis par message de S.H. le lieutenant-gouverneur, le 16 décembre
2003)
- Document budgétaire, Comptabilisation des immobilisations corporelles
(déposé par l'hon. M. Volpé, le 16 décembre 2003)
- Budget principal 2004-2005
(transmis par message de S.H. le lieutenant-gouverneur, le 30 mars 2004)

AVIS DE MOTIONS

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

MOTIONS RÉGLÉES

Motion 22 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 30 juillet 2003.

Motion 23 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 30 juillet 2003.

Motion 24 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 30 juillet 2003.

Motion 25 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 30 juillet 2003.

Motion 30 — L'hon. M. Lord. Adoption de la motion le 5 août 2003.

Motion 46 — L'hon. M. Volpé. Débat sur la motion le 16 décembre 2003 ;
adoption de la motion le 16 décembre 2003.

Motion 47 — L'hon. M. Lord. Adoption de la motion le 9 décembre 2003.

Motion 48 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion amendée
le 19 décembre 2003.

Motion 59 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 12 décembre 2003.

Motion 65 — L'hon. M. Lord. Débat sur la motion les 1^{er}, 6, 7, 8, 13 et
14 avril 2004 ; adoption de la motion le 14 avril 2004.

Motion 71 — L'hon. M. Volpé. Adoption de la motion le 19 décembre 2003.

Motion 72 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 19 décembre 2003.

Motion 74 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 31 mars 2004.

Motion 77 — L'hon. M. Alward. Débat sur la motion les 15 et
16 avril 2004 ; adoption de la motion le 16 avril 2004.

MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Motion 119 — M. Boudreau, appuyé par M^{me} Robichaud, proposera, le mardi 29 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la documentation, les notes de service, les courriels, les télécopies, les lettres, etc., échangés entre le gouvernement actuel et les conseils d'éducation de district au sujet de toute réduction du temps de travail ou des postes des aides-enseignants et du personnel des bibliothèques scolaires depuis le 1^{er} avril 2004.

Motion 120 — M. Jamieson, appuyé par M. Burke, proposera, le mardi 29 juin 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le(s) plan(s) d'assainissement présenté(s) au ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, ainsi que les courriels, télécopies, documents, notes de service, lettres et autres pièces connexes, relativement à l'aménagement côtier entrepris par Gilles ou Michel LeBlanc, chemin Euclide-Léger, à Cap-Brûlé.

MOTIONS RÉGLÉES

- Motion 3 — M. S. Graham.** Adoption de la motion amendée le 20 avril 2004.
Motion 4 — M. S. Graham. Rejet de la motion le 4 mai 2004.
Motion 5 — M. S. Graham. Rejet de la motion le 6 mai 2004.
Motion 6 — M. S. Graham. Adoption de la motion amendée le 11 mai 2004.
Motion 7 — M. S. Graham. Adoption de la motion amendée le 18 mai 2004.
Motion 8 — M. S. Graham. Adoption de la motion amendée le 20 mai 2004.
Motion 9 — M. S. Graham. Adoption de la motion amendée le 27 mai 2004.
Motion 13 — M. Carr. Adoption de la motion le 22 avril 2004.
Motion 15 — M. Williams. Adoption de la motion amendée le 13 mai 2004.
Motion 18 — M. Stiles. Adoption de la motion le 25 mai 2004.
Motion 31 — M. S. Graham. Rejet de la motion le 7 août 2003.
Motion 84 — M. S. Graham. Rejet de la motion le 15 avril 2004.

MOTIONS RETIRÉES

- 1, 2, 11, 12, 16, 17, 28, 32, 57, 63 et 67 (retrait le 8 avril 2004).
10, 14, 52, 60, 73, 75, 76, 79, 80, 81, 83, 85, 86 et 90 (retrait le 13 mai 2004).
70 (retrait le 27 mai 2004).

PÉTITIONS

- 1, M. S. Graham — présentée le 30 juillet 2003.
(Réponse déposée le 8 août 2003.)
- 2, M. Allaby — présentée le 30 juillet 2003.
(Réponse déposée le 15 août 2003.)
- 3, M. Doucet — présentée le 30 juillet 2003.
- 4, M. Murphy — présentée le 30 juillet 2003.
(Réponse déposée le 13 août 2003.)
- 5, M. S. Graham — présentée le 1^{er} août 2003.
(Réponse déposée le 14 août 2003.)
- 6, M. Branch — présentée le 5 août 2003.
(Réponse déposée le 15 août 2003.)
- 7, M. Branch — présentée le 5 août 2003.
(Réponse déposée le 15 août 2003.)
- 8, M. Branch — présentée le 5 août 2003.
(Réponse déposée le 18 août 2003.)
- 9, M. Jamieson — présentée le 7 août 2003.
(Réponse déposée le 22 août 2003.)
- 10, M^{me} Weir — présentée le 11 décembre 2003.

- (Réponse déposée le 6 janvier 2004.)
- 11, M^{me} Weir — présentée le 11 décembre 2003.
- 12, M. Boudreau — présentée le 11 décembre 2003.
- 13, M. Albert — présentée le 11 décembre 2003.
- 14, M. Burke — présentée le 12 décembre 2003.
(Réponse déposée le 6 janvier 2004.)
- 15, M. Boudreau — présentée le 16 décembre 2003.
(Réponse déposée le 4 février 2004.)
- 16, M. Boudreau — présentée le 16 décembre 2003.
(Réponse déposée le 4 février 2004.)
- 17, M. Arseneault — présentée le 18 décembre 2003.
(Réponse déposée le 13 janvier 2004.)
- 18, M. Burke — présentée le 18 décembre 2003.
(Réponse déposée le 13 janvier 2004.)
- 19, M. S. Graham — présentée le 19 décembre 2003.
(Réponse déposée le 13 janvier 2004.)
- 20, M. Allaby — présentée le 19 décembre 2003.
(Réponse déposée le 13 janvier 2004.)
- 21, M. Allaby — présentée le 19 décembre 2003.
(Réponse déposée le 6 janvier 2004.)
- 22, M. Foran — présentée le 31 mars 2004.
(Réponse déposée le 14 avril 2004.)
- 23, M. Stiles — présentée le 2 avril 2004.
(Réponse déposée le 15 avril 2004.)
- 24, M. Stiles — présentée le 2 avril 2004.
(Réponse déposée le 15 avril 2004.)
- 25, L'hon. M. E. Robichaud — présentée le 2 avril 2004.
(Réponse déposée le 23 avril 2004.)
- 26, M. Paulin — présentée le 2 avril 2004.
(Réponse déposée le 23 avril 2004.)
- 27, M. S. Graham — présentée le 6 avril 2004.
(Réponse déposée le 21 avril 2004.)
- 28, M. Brewer — présentée le 7 avril 2004.
(Réponse déposée le 3 mai 2004.)
- 29, M. S. Graham — présentée le 21 avril 2004.
(Réponse déposée le 4 mai 2004.)
- 30, M^{me} Robichaud — présentée le 22 avril 2004.
(Réponse déposée le 7 mai 2004.)
- 31, M. Betts — présentée le 4 mai 2004.
(Réponse déposée le 21 mai 2004.)
- 32, M. Kenny — présentée le 4 mai 2004.
(Réponse déposée le 21 mai 2004.)

- 33, M. Paulin — présentée le 4 mai 2004.
(Réponse déposée le 19 mai 2004.)
- 34, L'hon. M^{me} Dubé — présentée le 7 mai 2004.
(Réponse déposée le 20 mai 2004.)
- 35, M. Haché — présentée le 18 mai 2004.
(Réponse déposée le 2 juin 2004.)
- 36, M. Malley — présentée le 19 mai 2004.
(Réponse déposée le 18 juin 2004.)
- 37, M. Foran — présentée le 19 mai 2004.
(Réponse déposée le 18 juin 2004.)
- 38, M^{me} Robichaud — présentée le 19 mai 2004.
(Réponse déposée le 18 juin 2004.)
- 39, M. Brewer — présentée le 19 mai 2004.
(Réponse déposée le 18 juin 2004.)
- 40, M. Jamieson — présentée le 27 mai 2004.
- 41, M. MacIntyre — présentée le 9 juin 2004.
- 42, M. Foran — présentée le 10 juin 2004.
- 43, M. S. Graham — présentée le 15 juin 2004.

RAPPORTS DE COMITÉS

Premier rapport du Comité permanent de la procédure
(présenté le 9 décembre 2003.)

Rapport définitif du Comité spécial de l'assurance automobile publique
(présenté le 2 avril 2004.)

Premier rapport du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
(présenté le 7 mai 2004.)

Deuxième rapport du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
(présenté le 20 mai 2004.)

Troisième rapport du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
(présenté le 9 juin 2004.)

Quatrième rapport du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
(présenté le 23 juin 2004.)

QUESTIONS ÉCRITES (VOIR ANNEXE A)

Loredana Catalli Sonier,
greffière de l'Assemblée législative

ANNEXE A

QUESTIONS ÉCRITES

Question 1 , de M. Ronald Ouellette	(Réponse déposée le 13 août 2003.)
Question 2 , de M. Shawn Graham	(Réponse déposée le 21 janvier 2004.)
Question 3 , de M. Shawn Graham	(Réponse déposée le 21 janvier 2004.)
Question 4 , de M. Shawn Graham	(Réponse déposée le 21 janvier 2004.)
Question 5 , de M ^{me} Carmel Robichaud, députée	(Réponse déposée le 15 janvier 2004.)
Question 6 , de M. Michael Murphy, député	(Réponse déposée le 11 juin 2004.)
Question 7 , de M. Rick Doucet, député	(Réponse déposée le 18 mai 2004.)
Question 8 , de M. Ronald Ouellette, député	Réponse déposée le 21 juin 2004.)
Question 9 , de M. Roland MacIntyre, député	(Réponse déposée le 18 juin 2004.)

Question 10 **De :** M. Eric Allaby, député
 À : l'hon. Paul Robichaud,
 ministre des Transports

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère des Transports, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 11 **De :** M. Roy Boudreau, député
 À : l'hon. Madeleine Dubé,
 ministre de l'Éducation

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère de l'Éducation, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 12 **De :** M. Rick Doucet, député
 À : l'hon. Bruce Fitch,
 ministre de l'Énergie

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère de l'Énergie, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 13

De : M. Mike Murphy, député
À : l'hon. Tony Huntjens,
ministre des Services familiaux et communautaires

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère des Services familiaux et communautaires, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 14

De : M. T.J. Burke, député
À : l'hon. Brad Green, c.r.,
ministre de la Justice

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère de la Justice, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 15

De : M. Frank Branch, député
À : l'hon. Keith Ashfield,
ministre des Ressources naturelles

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère des Ressources naturelles pour les mines, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité liée aux mines, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis liés aux mines ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis liés aux mines ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis lié aux mines ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 16

De : M. Eugene McGinley, député
À : l'hon. Margaret-Ann Blaney,
ministre de la Formation et du Développement de l'emploi

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère de la Formation et du Développement de l'emploi, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles

décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?

5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 17

De : M. T.J. Burke, député
À : l'hon. Brad Green, c.r.,
ministre de la Justice

1. Quelle est la ventilation du budget du Secrétariat des Affaires autochtones, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au secrétariat, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au secrétariat ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au secrétariat ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au secrétariat ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 18

De : M. Hédard Albert, député
À : l'hon. David Alward,
ministre de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 19

De : M. Burt Paulin, député
À : l'hon. Keith Ashfield,
ministre des Ressources naturelles

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère des Ressources naturelles pour les parcs, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité lié aux parcs, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis du budget pour les parcs ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis du budget pour les parcs ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis lié aux parcs ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 20

De : M. John Foran, député
À : l'hon. Wayne Steeves,
ministre de la Sécurité publique

1. Quelle est la ventilation du budget du ministère de la Sécurité publique, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;

- volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
 4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
 5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 21

De : D' Larry Kennedy, député
À : l'hon. Peter Mesheau,
ministre des Entreprises Nouveau-Brunswick

1. Quelle est la ventilation du budget de Services Nouveau-Brunswick, par programme, par élément et par activité, y compris les prévisions comparées d'une année à l'autre (2003-2004 et 2004-2005) et les prévisions révisées pour 2003-2004?
2. Quelle est la ventilation du budget 2004-2005 pour chaque activité au ministère, selon les prévisions, pour ce qui suit :
 - rémunération : le nombre d'ETP permanents et occasionnels et la masse salariale ;
 - coût : le taux annuel d'inflation ;
 - volume : le nombre d'unités, de prêts, de clients et clientes, etc. (le cas échéant)?
3. Quelles activités ou quels éléments précis au ministère ont été touchés par la réduction de 5 % du budget, annoncée en juillet 2003?
4. Quelles activités ou éléments précis au ministère ont été examinés par le Comité sur la maximisation des ressources? Quelles décisions ont été prises pour chaque activité ou élément examiné?
5. Si les prévisions budgétaires pour 2004-2005 pour une activité ou un élément précis au ministère ont été réduites par rapport aux prévisions pour 2003-2004, quelles sont les répercussions, en ce qui concerne la rémunération, le coût et le volume, sur cette activité ou cet élément, et sur quel raisonnement la décision relative à chaque activité ou élément est-elle fondée?

Question 22, de M. Denis Landry, député

(Réponse déposée le 22 juin 2004.)

Question 23

De : M. Roy Boudreau, député
À : l'hon. Madeleine Dubé,
ministre de l'Éducation

1. Les changements prévus pour les écoles élémentaires et intermédiaires à Oromocto ont été préparés par une équipe de projet chargée d'examiner la question de la baisse des inscriptions.
 - a) Étant donné que le rapport et les recommandations ne prévoient rien pour remédier à la baisse des inscriptions, la ministre expliquerait-elle comment, pourquoi et quand la mission de cette équipe a été changée?
 - b) Comment un problème d'inscriptions à la baisse a-t-il évolué pour donner lieu à une restructuration complète de la prestation des services d'éducation à Oromocto?
 - c) Si le mandat de l'équipe de projet a été changé, pourquoi le titre de l'examen de la zone de recrutement n'a-t-il pas été changé en conséquence et remplacé par un titre qui indique clairement la tâche entreprise, et pourquoi le public n'a-t-il pas été informé du changement?
2. S'il est prévu que la tendance à la baisse des inscriptions se maintiendra au district 17 au cours des 10 prochaines années, quelle suite le plan donne-t-il à la question?
3. Le plan semble ne faire que redistribuer le même nombre d'élèves parmi le même nombre d'écoles. Si un moins grand nombre d'élèves se traduit par moins d'argent dans le budget du district, où les économies seront-elles réalisées en application du plan?
4. La question des postes vacants au CED 17 au moment d'un vote crucial concernant une restructuration importante de la prestation des services d'éducation dans le secteur d'Oromocto est une source de graves préoccupations. Lors de la tenue du vote, trois postes au conseil étaient vacants. Chacun de ces postes représentait intégralement des particuliers et des familles qui vivent à Oromocto.
 - a) La ministre croit-elle qu'un vote sur une question qui touche de façon aussi fondamentale la prestation des services d'éducation dans une collectivité devrait être tenu lorsque cette collectivité n'est pas pleinement représentée?
 - b) La ministre croit-elle que les gens sont représentés convenablement lorsqu'ils n'ont pas de représentantes ou représentants élus qui participent aux discussions?
5. Il paraît que les divers conseils d'éducation de district suivent des règlements intérieurs différents et que chaque conseil peut établir et modifier à volonté ses politiques et ses procédés. Étant donné un tel manque d'uniformité, quels mécanismes sont en place pour permettre à la ministre de déterminer que l'ensemble des CED et des directions générales respectent les limites de leur autorité?
6. Y a-t-il une façon de renverser les décisions prises par un CED?
7. Quel processus d'appel est en vigueur en cas de mauvaises décisions?
8. Selon le procès-verbal du CED en date du 17 mars 2004, la demande est insuffisante pour que l'immersion française soit offerte à trois écoles élémentaires, mais le programme sera viable si les ressources sont réparties entre un moins grand nombre d'années scolaires à quatre écoles différentes.
 - a) En quoi consiste la prudence financière de répartir les ressources en immersion française entre quatre écoles élémentaires au lieu de trois et d'élargir l'immersion pour englober deux écoles intermédiaires au lieu d'une seule?
 - b) Une telle mesure ne diluera-t-elle pas la capacité des programmes?
9. En ce qui concerne les postes vacants au CED, quelle période de temps est considérée comme raisonnable pour pourvoir un poste?
 - a) La ministre est-elle tenue de laisser un poste à un CED vacant entre les périodes électorales s'il est impossible de proposer trois noms en vue d'une nomination?

b) La ministre peut-elle pourvoir un poste vacant à un CED entre les périodes électorales si une seule personne signifie qu'elle est prête à siéger au conseil?

10. Des écoles publiques fortes sont directement attribuables à un personnel enseignant, à des administrations et à des élèves dévoués ainsi qu'au soutien des membres de leur famille et des collectivités en général (services et entreprises). Il paraîtrait que des décisions ont été prises sans l'apport de l'ensemble des segments et des collectivités.

a) D'autres plans ont-ils été étudiés avant la prise de la décision de restructurer les écoles élémentaires à Oromocto?

b) Quels étaient ces plans?

c) Pourquoi les plans ont-ils été rejetés et pourquoi, étant donné le mandat initial de l'équipe de projet, le plan en question a-t-il été choisi?

d) La ministre est-elle convaincue que toutes les possibilités avaient été examinées avant que des recommandations lui aient été faites?

11. Le vendredi 4 juin 2004, une réunion a eu lieu au district 17 avec le personnel du bureau du district et les directions des écoles de l'ensemble du district pour traiter du problème du manque à gagner important au budget 2004-2005. À la suite de la réunion, des réductions ont été apportées pour l'année prochaine au moins aux services de bibliothèque et de soutien administratif dans les écoles, et, dans certains cas, le budget sera réduit jusqu'à un tiers. La ministre appuie-t-elle des dépenses pour les changements aux écoles d'Oromocto lorsque des fonds ne sont pas disponibles pour des services si essentiels?

Question 24

De : M. Roy Boudreau, député

À : l'hon. Madeleine Dubé,
ministre de l'Éducation

1. Est-ce que la ministre peut confirmer que, le 12 mai 2004, il y avait en effet 25 à 30 palettes de livres de langue française dans l'entrepôt ayant une valeur d'environ 900 000 \$?

2. Sinon, où étaient-ils?

3. Si oui, est-ce que les livres ont été distribués depuis, et comment?